

Mars 2009

L'Artisanat Francilien

en

Perspective

L'actualité économique



En sa qualité de représentant des intérêts généraux de l'artisanat francilien, **la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France** réalise, deux fois par an, une enquête sur l'activité de ses 145 000 entreprises.

Elle réaffirme, à cette occasion, les spécificités de l'artisanat francilien, acteur incontestable du développement économique de notre région.



Chambres de Métiers
et de l'Artisanat

Ile-de-France

La crise financière et économique venue d'outre atlantique a touché l'économie française de plein fouet au second semestre 2008. Dorénavant, la France s'installe dans la récession et la situation économique s'annonce particulièrement difficile pour 2009.

L'édito du président

Les entreprises artisanales ne sont pas épargnées. La morosité ambiante a gagné le moral des chefs d'entreprise qui ont globalement connu une contraction de leur activité au second semestre 2008. Pour autant, plus de 80% des entreprises artisanales franciliennes ont maintenu leurs effectifs et conservé des niveaux d'investissements comparables à l'an dernier.

Les chocs financiers successifs ayant peu à peu contaminé l'économie réelle, il est davantage à craindre un report des dépenses de consommation lié à l'incertitude du contexte économique et à la faiblesse du pouvoir d'achat. Or, cela est d'autant plus inquiétant que l'activité des entreprises artisanales dépend étroitement de la consommation finale des ménages.

Les projections pour les mois à venir sont peu engageantes et laissent augurer une nouvelle baisse de l'activité. Les entreprises artisanales attendent beaucoup du plan de relance de l'économie, annoncé par le gouvernement et espèrent des effets à court terme.

De toute évidence, il y aura des efforts à réaliser, des obstacles à surmonter. Aussi, nous tenons à réaffirmer notre engagement auprès des entreprises artisanales franciliennes pour les défendre, les représenter et les accompagner. En ces temps difficiles, et plus encore au moment où les marchés financiers semblent avoir perdu la raison, l'artisanat fondé sur des valeurs bien réelles et des savoir faire incontestables doit démontrer, une fois de plus, sa réactivité, sa capacité à innover et à créer de l'activité et de l'emploi sur notre territoire.



Bernard Carlier

Bernard CARLIER

Président de la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Carlier', written over a horizontal line.

Une conjoncture sous tension

L'activité de la région Ile-de-France n'a pas été épargnée par la crise profonde que traverse le pays. 59% des entreprises artisanales franciliennes estiment que la crise économique et financière a, très concrètement, eu un impact négatif sur leur activité.

La conjoncture

Au second semestre 2008, une entreprise artisanale sur deux a été contrainte de réduire son activité principalement en raison de la baisse marquée de la consommation des ménages (85%). 6% accusent, par ailleurs, des délais de paiements clients étendus.

Au cours des six derniers mois, les relations avec les banques se sont sensiblement tendues. 65% des entreprises interrogées affirment avoir pris contact avec leur établissement bancaire. Parmi elles, 11% se sont vu refuser l'octroi d'un prêt, 17% n'ont pu renégocier leur découvert et 6% ont dû renoncer à modifier les conditions de leurs prêts.

Mais, plus inquiétant à ce jour, un tiers d'entre elles rencontrent des difficultés de trésorerie courante. Pour y faire face, elles envisagent une injection de fonds propres (21%), une réduction des effectifs (16%) ou parfois même la cessation de leur activité (11%). Sont également évoqués pour remédier à ces difficultés de trésorerie, la baisse du prix de vente, la réduction des stocks, le non-versement « du salaire » au chef d'entreprise, etc.

Enfin, les chefs d'entreprise artisanale sont peu confiants pour les mois à venir. En effet, un artisan sur deux prévoit une dégradation de la situation économique régionale voire une forte dégradation (12,8%).

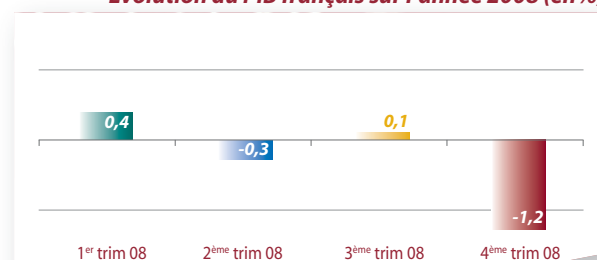
L'activité s'essouffle...

Au second semestre 2008, un chef d'entreprise artisanale sur deux a enregistré une baisse de son activité (contre seulement 32% au premier semestre 2008). 38% la jugent comparable au semestre précédent et seulement 12% en hausse. Ils étaient près de 43% à annoncer une stabilité et 24% une hausse de leur activité au premier semestre 2008.

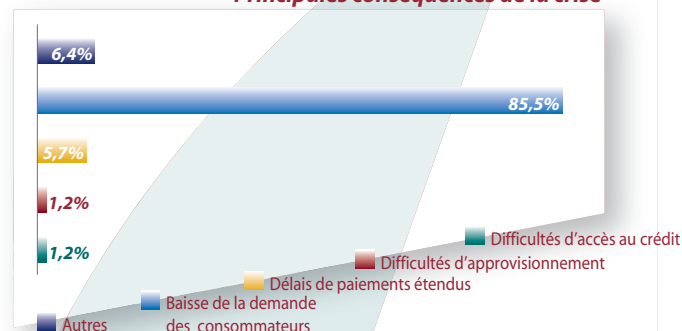
L'activité

Le secteur du bâtiment affiche des résultats en baisse en fin d'année 2008 mais semble encore bénéficier des commandes passées précédemment. Les carnets de commandes, encore bien garnis au premier semestre

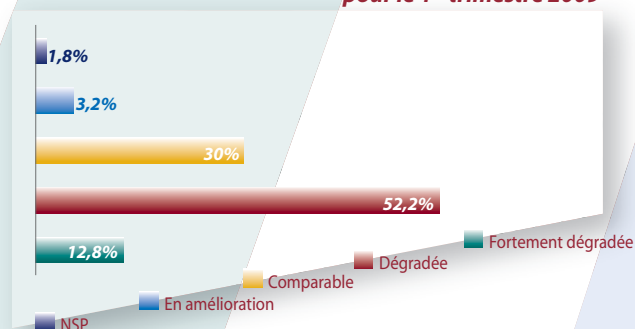
Evolution du PIB français sur l'année 2008 (en%)



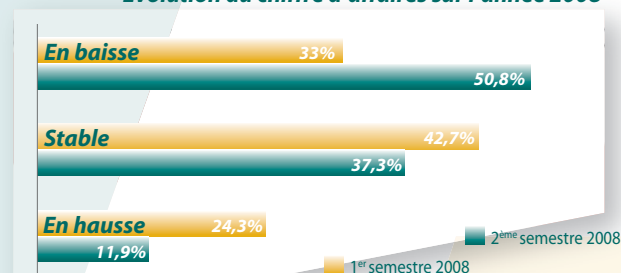
Principales conséquences de la crise



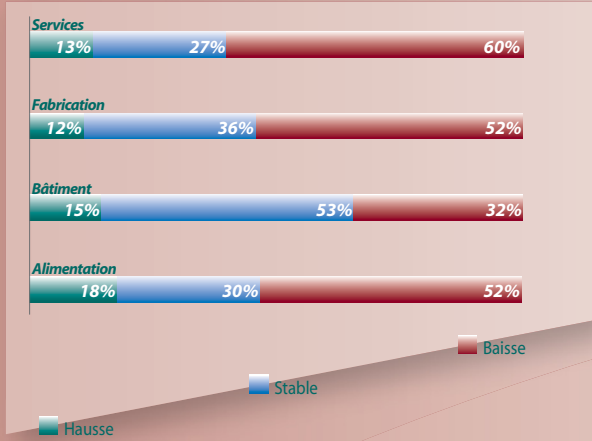
Perception de la situation économique régionale pour le 1^{er} trimestre 2009



Evolution du chiffre d'affaires sur l'année 2008



Evolution sectorielle du chiffre d'affaires
2nd semestre 2008

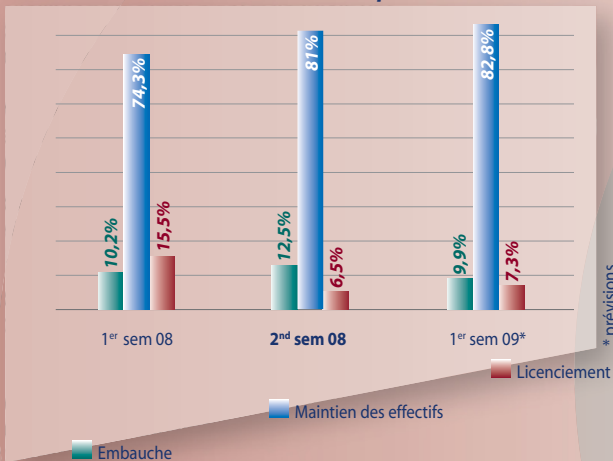


2008, ont permis de limiter le ralentissement du deuxième semestre. De même, le secteur de la fabrication est en perte de vitesse et poursuit le fléchissement déjà amorcé au semestre précédent. Dans les services, l'attentisme des consommateurs et la contraction du pouvoir d'achat ont largement freiné la consommation. Le secteur de l'alimentation semble, quant à lui, avoir mieux résisté en cette fin d'année 2008 notamment en raison de la période favorable des fêtes.

Ce fléchissement, touchant l'ensemble des secteurs de l'artisanat, rappelle les effets de rupture de 1993 avec un « plongeon » des indicateurs d'activité.

Dans l'ensemble, les artisans franciliens sont bien plus pessimistes qu'au premier semestre 2008. Les premiers effets de la crise économique et financière ont commencé à poindre et à impacter l'activité des petites entreprises ce qui explique que moins de 10% des chefs d'entreprise artisanale envisagent une hausse de leur chiffre d'affaires dans les prochains mois contre 27,7% au premier semestre 2008. Ils sont même 37% à penser que, sur les 6 prochains mois, leur chiffre d'affaires va plutôt continuer de diminuer. Cette tendance est encore nettement plus exprimée dans le secteur de la fabrication.

Evolution de l'emploi sur l'année 2008



Un maintien des effectifs

Malgré un recul de leur activité, 81% des chefs d'entreprise artisanale ont maintenu leurs effectifs au second semestre 2008. 12,5% des entreprises artisanales franciliennes ont embauché dont plus d'un tiers sont des entreprises de plus de 6 salariés.

L'emploi

Le secteur du bâtiment est caractérisé par des flux d'emplois importants liés à l'activité économique: 15% des entreprises ont embauché et 12% ont licencié du personnel. Le secteur de l'alimentation affiche une forte stabilité de ses effectifs et quasiment aucun licenciement. L'activité cyclique du secteur et en particulier les fêtes de fin d'année tendent à expliquer ce maintien. Cette tendance est la même pour le secteur de la fabrication et des services.

Parmi les entreprises qui ont embauché, 40% dénoncent des difficultés de recrutement contre 31% au semestre précédent. Cela est d'autant plus marqué dans les secteurs de l'alimentation et du bâtiment où les entreprises peinent à recruter du personnel qualifié. D'une

façon générale, toutes s'accordent à dire que les charges sociales et patronales demeurent trop élevées et constituent un véritable frein à l'embauche. Pour autant, la prime à l'embauche, annoncée récemment dans le cadre du plan de relance de l'économie et destinée aux entreprises de moins de 10 salariés est un signe positif pour le secteur.

Pour faire face à ces difficultés, 35% des chefs d'entreprise souhaitent recruter des apprentis, notamment dans le secteur alimentaire. Un effort accru pour renforcer la formation continue des chefs d'entreprise et du personnel est également énoncé. 21% des chefs d'entreprise l'envisagent pour eux-mêmes et 22% pour développer les compétences de leurs salariés. S'agissant des domaines de formation privilégiés, on retiendra la bureautique et l'informatique (20%) et les formations plus techniques spécifiques à l'activité de l'entreprise.

Pour 2009, les perspectives d'emploi restent stables à ce jour puisque près de 83% des artisans affirment qu'ils maintiendront...ou essaieront de maintenir... leurs effectifs. Cette tendance traduit l'attachement des chefs d'entreprise aux valeurs de l'artisanat où l'homme est placé au centre des préoccupations et où le savoir-faire et la maîtrise des techniques sont valorisés au sein d'entreprises à taille humaine.

Un faible niveau d'investissement

Sur les six derniers mois, 70% des chefs d'entreprise artisanale interrogés affirment ne pas avoir réalisé d'investissement (ratio stable depuis un an) ce qui confirme les prévisions du précédent bilan conjoncturel. La crise économique et financière serait, pour 68% d'entre eux, à l'origine de cette frilosité.

L'investissement

Les entreprises artisanales du secteur alimentaire sont restées relativement dynamiques puisque 40% d'entre elles ont soutenu des projets d'investissement (+11% par rapport au 1er semestre 2008). En revanche, on observe un net recul des investissements dans le secteur du bâtiment (-22%) et des services (-10%). Les investissements dans le secteur de la fabrication sont stables et concernent des montants relativement plus élevés que dans les autres secteurs.

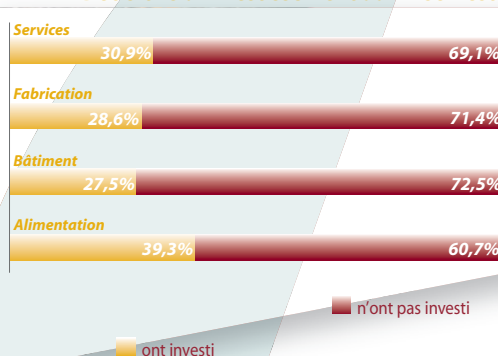
Tous secteurs d'activités confondus, il s'agit majoritairement d'investissements de faibles montants (inférieurs à

7 500 €) destinés au renouvellement des machines, de l'outillage et/ou des véhicules. L'achat de matériel informatique représente, quant à lui, près de 30% des investissements réalisés.

Pour financer leur projet, les artisans ont majoritairement recours à l'autofinancement (56%) et dans une moindre mesure au prêt bancaire (24%) et au crédit bail (20%).

Les prévisions pour les six prochains mois sont préoccupantes et font état d'une diminution marquée du niveau d'investissement. Seules 17,5% des entreprises artisanales envisagent d'investir au 1er semestre 2009 contre 33,5% l'année passée.

Décisions d'investissement au 2nd semestre 2008



Montant des investissements au 2nd semestre 2008



Une dégradation des trésoreries au second semestre

Actuellement, 37% des entreprises artisanales déclarent rencontrer des difficultés de trésorerie courante, contre 30% au premier semestre 2008.

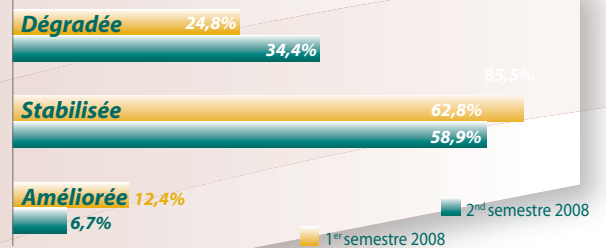
La trésorerie

Il s'agit principalement de difficultés de trésorerie à court terme liées à la réduction de leur activité. La baisse non anticipée des ventes et le maintien du niveau de production à un niveau élevé sont à l'origine d'un accroissement du besoin en fonds de roulement nécessitant un solide financement. Or, en période de crise, les établissements financiers expriment une certaine réticence à financer de tels ajustements de trésorerie.

Pour une majorité d'entreprises (59%), les niveaux de trésorerie sont restés stables au cours des six derniers mois. Elles sont toutefois 34% à déplorer une dégradation de leurs états financiers sur la période et 7%

seulement à avoir bénéficié de conditions plus favorables. Selon les chefs d'entreprise interrogés, la baisse du niveau d'activité est la principale cause expliquant la dégradation de leur situation de trésorerie. Elle est citée par 82% des entrepreneurs alors même que moins d'un chef d'entreprise sur deux l'évoquait lors du précédent baromètre.

Situation des niveaux de trésorerie sur l'année 2008



Récapitulatif des tendances* des 6 derniers mois et des prévisions pour les 6 prochains mois

	Activité		Emploi		Investissement	
	2 nd sem 08	1 ^{er} sem 09	2 nd sem 08	1 ^{er} sem 09	2 nd sem 08	1 ^{er} sem 09
Alimentation	↓	=	=	↓	↑	↓
Bâtiment	↓	↓	=	=	↓	↓
Fabrication	↓	↓	=	=	=	↓
Services	↓	=	=	↓	↓	↓

*Les tendances correspondent à l'orientation constatée (en hausse, stable ou en baisse) de l'activité, de l'emploi et de l'investissement sur 6 mois.

Crise économique et financière

Les chambres de métiers et de l'artisanat franciliennes s'engagent auprès des entreprises .

Dès le mois de septembre 2008, les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) d'Ile-de-France se sont mobilisées afin de répondre au mieux aux besoins de financement des entreprises touchées par la crise.

Focus

Pour cela, les CMA ont mis en place un dispositif permettant de repérer les entreprises artisanales rencontrant des difficultés particulières avec leur banque. Un interlocuteur unique a ainsi été désigné dans chacune des CMA franciliennes pour être l'interface entre les entreprises artisanales en difficulté et le médiateur national du crédit.

Face à l'ampleur de la crise, le réseau des CMA a souhaité renforcer son dispositif et s'est engagé aux côtés des organisations socio-professionnelles mobilisées autour de la médiation (UPA, Medef, CGPME) et du réseau des chambres de commerce et d'industrie, en co-signant, le 23 janvier 2009, la **charte des tiers de confiance de la médiation**. L'objectif est d'engager les partenaires vers une prise en charge rapide et un accompagnement soutenu des chefs d'entreprise tout au long du processus de médiation.

Dans le cadre de cette charte, les CMA s'engagent à :

- accompagner les chefs d'entreprise vers la résolution de leurs difficultés de financement,
- les orienter vers le dispositif adapté lorsque les difficultés de l'entreprise n'entrent pas dans le champ d'intervention du médiateur ou le dépassent,
- assurer un suivi du dossier de l'entreprise jusqu'à la prise en charge par le médiateur du crédit ou l'interlocuteur ad hoc,
- respecter un absolu secret sur toutes les informations, de quelque nature que ce soit, qui seront portées à sa connaissance et à n'en faire jamais état sauf à la demande expresse du chef d'entreprise,
- ne jamais tirer parti, directement ou indirectement, à titre personnel ou par interposition, de quelque information reçue dans le cadre de son mandat.

Le plan de relance du gouvernement

Le plan de relance de l'économie, annoncé par le gouvernement, s'appuie en premier lieu sur l'investissement suivant une politique keynésienne de relance de l'activité.

Les principales mesures de soutien à l'économie sont les suivantes :

- donner la priorité à l'investissement public et notamment les équipements de défense, l'université et la recherche, les infrastructures routières, fluviales et ferroviaires, etc.
- soutenir le financement des entreprises (aide au financement des PME, remboursement accéléré du crédit de TVA),
- stimuler l'emploi (création de 100.000 contrats aidés supplémentaires, exonération totale de charges patronales pour les embauches dans les entreprises de moins de 10 salariés en 2009),
- renforcer les politiques en faveur du logement (doublement du prêt à taux zéro pour les acquisitions dans le logement neuf, construction ou acquisition de 100 000 logements sociaux ou intermédiaires supplémentaires),
- relancer le secteur automobile (soutien financier aux entreprises de l'automobile, mise en place d'une "prime à la casse"),
- renforcer la solidarité pour protéger les plus modestes.

Chiffres clés :

Montant global : 26 milliards d'euros dont **500 millions d'euros pour l'Ile-de-France**

4 milliards d'euros pour les investissements des grandes entreprises publiques

11,5 milliards d'euros de remboursement anticipé de l'Etat aux PME

500 millions d'euros pour financer les politiques actives de l'emploi

100 000 logements sociaux ou intermédiaires supplémentaires

Les Chambres de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France

75 - PARIS 72, rue de Reuilly
75592 PARIS cedex 12
Tel : 01 53 33 53 33
www.cma-paris.fr

77-SEINE ET MARNE NORD 9, rue des Cordeliers
77109 MEAUX cedex
Tel : 01 60 25 19 19
www.cm77-meaux.fr

77-SEINE ET MARNE SUD 2, boulevard Cretté-Preignard
77130 MONTEREAU cedex
Tel : 01 60 73 59 00
www.cm-montereau.fr

78-YVELINES 19, avenue du général Mangin
78008 VERSAILLES cedex
Tel : 01 39 43 43 43
www.cm-yvelines.fr

91-ESSONNE 322, square des Champs-Élysées - BP 225
91007 EVRY cedex
Tel : 01 69 47 54 20
www.cm-essonne.fr

92-HAUTS DE SEINE 17bis, rue des Venêts - BP 1410
92014 NANTERRE cedex
Tel : 01 47 29 43 43
www.cm-nanterre.fr

93-SEINE SAINT DENIS 16, rue Hector Berlioz
93016 BOBIGNY cedex
Tel : 01 41 60 75 00
www.cma93.fr

94-VAL DE MARNE 27, avenue Raspail
94107 ST MAUR DES FOSSES
Tel : 01 49 76 50 00
www.cma94.com

95-VAL D'OISE 1, avenue du Parc
95015 CERGY PONTOISE cedex
Tel : 01 34 35 80 00
www.cma95.fr

L'enquête d'opinion

L'enquête de la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France est administrée par téléphone 2 fois par an, au printemps et en automne. Elle vise exclusivement les chefs d'entreprise artisanale.

Cette vague d'enquête, menée par le cabinet Centre Relations Clients (tél: 03.80.40.72.35) a été réalisée auprès d'un échantillon de 506 chefs d'entreprise artisanale. L'échantillon des répondants a été établi selon la méthode des quotas. Tel que constitué, il est représentatif de la population artisanale francilienne.

Conception et rédaction :

Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France, Laure Poirson.

Graphisme :

Midi 20
(tél : 01 45 49 90 87)

Impression :

Imprimerie Nouvelle de Viarmes
(tél : 01 34 04 20 24)

Opération réalisée et financée par la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France.

Ce document est téléchargeable sur le site de la Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France: <http://www.crma-idf.fr>

La Chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France

72, rue de Reuilly
75592 PARIS cedex 12
Tel : 01 53 33 53 60
Fax: 01 53 33 53 61
www.crma-idf.fr



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Ile-de-France